

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Béthune

Béthune, le 24 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SI GROUP-Béthune

1111 Avenue Georges Washington
BP 237
62404 Béthune

Références : B2-052-2024
Code AIOT : 0007002548

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement SI GROUP-Béthune implanté 1111 Avenue Georges Washington BP 237 62404 Béthune. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SI GROUP-Béthune
- 1111 Avenue Georges Washington BP 237 62404 Béthune
- Code AIOT : 0007002548
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine SI Group, créée en 1959 sous le nom de SHENECTADY, couvre une superficie d'environ 5 ha dans le Parc d'activités Washington à l'extrémité Est de la commune de Béthune. Le canal d'Aire est à 20 mètres des limites de propriété au nord du site.

L'établissement produit des résines formophénoliques sous formes solide et liquide.

Au titre de la réglementation sur les installations classées, l'établissement SI Group-Béthune est une installation classée pour la protection de l'environnement régulièrement autorisée par arrêtés préfectoraux du 15 juin 1984, 24 mai 2002, 15 décembre 2003 et 14 août 2009. L'arrêté complémentaire du 26 octobre 2017 a actualisé la liste des installations autorisées sur le site et donné acte de la mise à jour de l'étude de dangers.

L'établissement est assujéti à la directive IED 2010/75/UE du 24/11/2010 sur les émissions industrielles (rubrique principale de l'exploitation 3410-h, BREF POL (polymères)).

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des quantités mentionnées à la rubrique 4510 (Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1).

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) a été approuvé par arrêté préfectoral du 22/05/2012 sur le territoire des communes de Béthune, Beuvry et Essars.

Le Plan Particulier d'Intervention (PPI) actualisé a été approuvé par arrêté préfectoral du 22/05/2023.

Thèmes de l'inspection :

- États des matières stockées (AR 2023)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	État des matières stockées – dispositions spécifiques pour les autorités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	État des matières stockées – Mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 50)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Classement des ICPE	AP Complémentaire du 26/10/2017, article 1.2	Sans objet
4	État des matières	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	stockées – dispositions spécifiques pour la population	article 50	
5	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un état des matières stockées.

Ce dernier comporte de nombreuses informations parfois de manière redondante sans répondre en l'état pleinement aux obligations réglementaires qui s'y imposent notamment en termes de mention des matières combustibles, de facilité d'accès et de tenue en permanence à disposition des autorités ainsi que de référencement dans le POI du site.

L'organisation en place doit garantir la fréquence minimale de mise à jour des données.

Le fichier prévu pour établir cet état est à corriger afin que les fonctionnalités soient toutes opérationnelles et gagnerait à être simplifié pour éviter les répétitions sources d'erreur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
Prescription contrôlée :
L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats :
Lors de l'inspection du 16/09/2021, un état des matières stockées a été présenté sur la base d'un fichier « PSEC 011-02_ Matières stockées » établi chaque jour à partir d'une extraction de la base SAP (progiciel de gestion intégrée) et comportant les matières combustibles comme les palettes de bois.
Lors de la présente inspection, une nouvelle version du fichier dénommé désormais « PSEC 011-03_Etat des stocks Révision 2 Matières stockées » a été présenté par l'exploitant.
Dans le fichier à date du 15/02/2024, l'Inspection a constaté que :
- dans l'onglet « SI-GROUP ICPE », se voulant être l'état détaillé des stocks dit pour les autorités, le tableau de synthèse présente les matières regroupées par rubriques ICPE mais les quantités présentes (cf. colonne quantités réelle) sont toutes à zéro dans le tableau de synthèse et il ne mentionne pas les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre d'une rubrique ICPE ;

- dans l'onglet « SI GROUP Vulgarisation », se voulant un état simplifié en regroupant les matières présentes sur site par pictogramme de dangers, la quantité des catégories comme les comburants et les gaz sous pression sont à zéro alors que dans l'extraction SAP des produits concernés y sont listés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformités n°1 :

L'état des matières stockées présenté ne peut être considéré complet notamment ne mentionnant pas toutes les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Demande n°1 :

L'exploitant corrigera son état des matières stockées afin que :

- toutes les quantités des matières présentes soient remplies,
- les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des ICPE apparaissent clairement en distinguant les types de matières concernés n'ayant pas le même comportement en cas d'incendie (bois/papier-carton/emballages plastiques etc.) ainsi que les produits des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour les autorités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks pour les autorités

Prescription contrôlée :

1. [...] cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.
Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.
Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Constats :

Le fichier constituant l'état des stocks à date du 15/02/2024 comporte plusieurs onglets dont :

- l'extraction brute des données de SAP,
- un plan du site.
- un onglet « SI GROUP – EdS » qui présente sous forme d'un tableau un état listant par zone du site et, le cas échéant, par rubrique ICPE concernée les quantités des produits/matières présents,

- un onglet « SI GROUP-ICPE » qui liste par rubriques sous forme d'un tableau synthétique puis d'un second détaillé les matières /produits présents, leur localisation par mention du code de la zone y est également rappelée.
- un onglet « SI-Groupe Vulgarisation » ayant vocation à donner une information plus accessible au public en utilisant les pictogrammes CLP.

- Identification des matières stockées allant au-delà d'un nom commercial ou d'une référence produite ?

Oui, par le libellé de la rubrique ICPE associées. Les déchets sont mentionnés indistinctement des produits en fonction des dangers qu'ils présentent et sont comptabilisés dans la rubrique ICPE dans laquelle ils sont classables (par exemple 4510/4511).

- Quantité appréhendable (exprimée en kg ou tonnes) et non en unité de produit/réceptient ?

Oui. Les quantités sont exprimées en kg et sont spécifiées par rubriques ICPE par zone ou au global site selon l'onglet du fichier regardé.

-Localisations ?

Oui, elles sont indiquées par mention du code de la zone concernée dans l'onglet « EdS » (quantités de matières par zone et par rubrique ICPE).

Elles sont également mentionnées dans l'onglet « ICPE » ; les matières sont listées par rubrique ICPE avec indication de la zone où elles sont localisées et encore une fois la quantité réelle présente.

Le plan, présent dans le même fichier, reprend les codes susmentionnés selon le type de localisations :

- Atelier en AF x,
- Stockages vrac ou IBC en Sx (dalles),
- Magasin en M x,
- TAR x,
- et d'autres lieux non définis de type Ax AEx , Bx, Ccx.

-Indication des différentes familles de mention de dangers pouvant conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées ?

Oui, mais le tableau de synthèse dans l'onglet « ICPE » ne fonctionne pas.

-Précision des grandes familles pour les matières non dangereuses (au sens de la nomenclature) selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie ?

Non, ces matières pouvant être mentionnées dans la seule catégorie « sans pictogramme » et cela uniquement dans l'état des stocks dit vulgarisé (onglet « vulgarisation du fichier)

- Identification des stockages particuliers (piles et batteries) ?

Site pas concerné, l'exploitant a indiqué que le site de fabrication de produits chimiques n'est pas susceptible d'accueillir de piles ou de batteries.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformités n°2 :

L'état des matières stockées présenté par l'exploitant est incomplet (cf. constats susmentionnés). L'exploitant doit le compléter afin qu'il réponde entièrement aux objectifs fixés par le présent article vis-à-vis de l'état pour les autorités dit détaillé tout en mentionnant les matières dangereuses ainsi que celles combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Il s'attachera également à le simplifier pour le rendre davantage opérationnel et à y clarifier les

aspects suivants :

- la signification de la colonne Données dans l'onglet « EdS »
- le mode de calcul du tonnage des matières de type palettes de bois ou composites et autres types d'emballages,
- la signification des types de zone présents sur le plan et/ou dans l'état des stocks détaillé.
- mention de la non présence sur site de piles ou batteries.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Classement des ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2017, article 1.2

Thème(s) : Situation administrative, ICPE

Prescription contrôlée :

tableau de classement ICPE : 1- Rubriques soumises à Autorisation (substances présentes) : : 4120, 41304140, 4150, 4331, 4510 (SH direct) , 4511 2- Rubriques soumises à déclaration (substances présentes) : 4140-1, 4442, 3- rubriques non classées : 1630, 4441, 4718, 4719, 4722, 4802

Constats :

-Cet inventaire permet-il de vérifier le classement ICPE du site ? Pas opérationnel

L'état des stocks détaillé (onglets « ICPE ou APC » voire « EdS » recense les quantités de matières par rubriques ICPE en rappelant les quantités autorisées.

Mais, le tableau de synthèse permettant rapidement cette vérification ne fonctionne pas « toutes les quantités réelles » étant à zéro alors que dans le détail juste en dessous des tonnages sont présents (voir demande n°2).

L'onglet « EdS » le fait par zone du site.

- Indication des différentes mentions de dangers susceptibles de conduire à un classement dans une rubrique 4xxx ?

Dans un autre onglet « Dangers », est mentionné par produits la phrase de dangers ainsi que la famille de mentions de dangers (corrosif, inflammable, écotoxique etc.).

Mais il n'est pas explicité comment ce listing est croisé avec les quantités de matières présentes issues du logiciel SAP.

- Identification des déchets susceptibles de contribuer à la détermination du statut Seveso ? Non sachant que ce site chimique est classé Seveso Seuil haut pas dépassement direct pour la présence de produits.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 :

L'exploitant doit corriger son fichier afin que le tableau de synthèse par rubriques pour lesquelles le site est autorisé soit alimenté par les quantités réellement présentes et qu'il permette ainsi de vérifier le classement ICPE de ce dernier.

L'Inspection suggère également à l'exploitant de rationaliser son fichier pour éviter les répétitions dans les différents onglets source d'erreurs. Après cela, il est demandé à l'exploitant d'effectuer

une vérification des reports entre les différents onglets du fichier notamment dans le tableau de synthèse de l'état des stocks.

Enfin, il est rappelé à l'exploitant que le classement Seveso d'un site peut être lié à la présence de produits comme de déchets sur ce dernier.

L'exploitant tiendra informé l'Inspection du résultat des corrections, modifications et vérifications ainsi effectuées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks synthétique pour information de la population

Prescription contrôlée :

2. [...] un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Constats :

L'exploitant dispose d'un état très simplifié dans l'onglet « Vulgarisation » qui est établi en regroupant les matières par pictogramme du règlement CLP :

- inflammables,
- comburants,
- gaz sous pression,
- explosibles,
- corrosif,
- toxique aigue,
- nocif ou irritant,
- CMR,
- dangereux pour l'environnement,
- sans pictogramme.

Les codes des zones du site où sont localisées ces matières sont mentionnées dans la version PDF de cet état transmis par l'exploitant post inspection (mail du 8/03/2024).

Les matières combustibles non classées dans une rubrique ICPE sont comptabilisées dans le groupe « sans pictogramme » sans autre précision de leur nature.

Aucune quantité n'est mentionnée pour la catégorie « gaz sous pression ». Or, sur le terrain de bouteilles de gaz notamment éthylène ont été vues.

→ quantités mentionnées erronées ? Ces bouteilles de gaz sont utilisées pour les besoins du laboratoire ou de la maintenance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 3 :

- clarifier le trigramme CMR,
- distinguer la quantité de matières combustibles parmi le groupe sans pictogramme voire y différencier le bois/ papier/carton et les plastiques,
- ajouter une localisation à une échelle moins précise que dans l'état détaillé,
- enlever les pictogrammes qui ne sont pas en lien avec des produits pouvant être présents.

Demande n°4 :

Au vu des incohérences constatées entre l'état des stocks et la visite terrain sur les bouteilles de gaz, L'exploitant vérifiera que les quantités utilisées par les services annexes à la production sont bien prises en compte dans l'état des matières stockées.

Il tiendra informée l'Inspection du résultat de cette vérification et des modifications, le cas échéant réalisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Constats :

Les FDS sont accessibles sur le réseau informatique du site. Cette base ne comprend pas les FDS des produits utilisés par les sous-traitants permanents ou réguliers du site comme ceux en charge de la chaufferie ou la STEP (sous-traitant permanent) et la maintenance industrielle.

L'exploitant a précisé que les FDS en version papier étaient disponibles dans la salle de réunion, cette dernière étant occupée lors de la présente inspection inopinée, n'ont pas été vues.

Pour les besoins du respect du règlement REACH, l'exploitant a commencé également à renseigner une autre base de données « inventaire produits chimiques » qui détaille les substances présentes dans les produits qui sont des mélanges et apporte davantage d'informations sur leurs classifications.

Dans les différentes bases sont présentes des FDS datant de 2013 ou 2014. L'exploitant ne s'est pas fixé de fréquence minimale de mise à jour des FDS au vu du nombre très importants de produits pouvant être utilisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°5 :

Regrouper les bases de données et les rendre accessibles à toute personne en ayant besoin notamment celles pouvant intervenir dans le déclenchement du POI du site.

Si les réunir en une base unique n'est pas possible, veiller à lister les différentes bases à consulter pour les FDS et en préciser l'accès.

L'Inspection invite l'exploitant à se fixer une fréquence pour vérifier si les FDS restent à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents

Prescription contrôlée :

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

- Un état des matières stockées a-t-il pu être présenté dans un délai raisonnable ?

Oui mais sous un délai entre 15 et 30 minutes par le responsable HSE du site comme une de ses collègues technicienne environnement, formées au maniement du fichier précité comportant de multiples données sous forme de plusieurs onglets.

-L'inventaire est-il accessible en cas de sinistre ?

L'outil permettant d'éditer l'état des matières stockées est accessible sur le serveur du site. Pour y accéder, il est nécessaire d'être sur le site ou de se connecter au serveur du site.

- Qui est en mesure d'éditer cet état ?

L'édition de l'état fait partie de la formation POI dans sa version actuelle. A ce stade, tous les agents pouvant être d'astreinte ne sont pas formés à son établissement ni à l'usage des outils nécessaires. Lors de l'inspection, 2 des 3 personnes du service environnement présentes ont été en mesure de l'éditer (avec les insuffisances mentionnées aux points de contrôle précédents) sachant qu'ils sont les plus récemment arrivés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité n° 3 :

Les états des matières stockées ne peuvent pas être établis en cas de non accès au serveur du site et leur établissement nécessite dans un délai de plus ou moins de 15 minutes par du personnel formé. Aussi, ces documents ne peuvent être considérés comme étant facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition des autorités visées.

L'Inspection recommande également à l'exploitant :

- de former à l'établissement des états des matières stockées les personnes pouvant faire partie de l'équipe POI, y compris le chef de poste (présent sur site hors heures ouvrables),
- si l'accès au serveur du site reste nécessaire, de veiller soit à disposer d'une copie du serveur hors du site soit à les établir quotidiennement et garantir que les personnes y aient accès à distance (via un drive ou un cloud) ;
- à prévoir des modalités aisées afin qu'ils puissent être établis et transmis en permanence aux autorités et les tester.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : État des matières stockées – Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour

Prescription contrôlée :

[...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

Mise à jour

Fréquence journalière pour les quantités de produits dangereux en lien avec la tenue à jour de SAP mais pas pour les déchets qu'ils soient dangereux ou non.

Plan général

L'état comporte un plan des installations (cf. point de contrôle 2).

Référencement de l'état dans le POI

De nombreuses informations sur les produits pouvant être sur site (leurs dangers, leurs localisations possibles) sont présentes dans le POI 2021 en vigueur (mise à jour de février 2022)

L'état des matières stockées n'est pas référencé dans le POI ni ses modalités d'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité n°4 :

L'état des matières stockées n'est pas référencé dans le POI.

Par ailleurs, dans l'organisation du site pour les établir, rien n'assure qu'il soit mis à jour quotidiennement pour toutes les déchets dangereux et hebdomadairement pour les matières non dangereuses.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 50)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents

Prescription contrôlée :

1. [...] Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en capacité de nous montrer que la prescription est respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité n°5 :

L'exploitant n'a pas convenu à l'avance avec les autorités des lieux et par quels moyens cet état est tenu à leur disposition.

Le POI étant en révision, l'Inspection invite l'exploitant à demander par courrier / courriel aux autorités concernées si la mise à disposition qui sera prévue dans le POI leur convient.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

